

**Objet : Restriction de la circulation et du stationnement dans le cadre d'un déménagement**

**LE MAIRE DU BOURGET**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-4, L.2521-1 et L.2521-2 ;

VU le Code de la route, notamment ses articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 ;

VU l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié, notamment son livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire ;

VU l'arrêté du 6 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU la délibération n° 326 du Conseil Municipal en date du 19 octobre 2023 approuvant le règlement de voirie communale ;

VU la demande du pétitionnaire

**CONSIDERANT** le déroulement du déménagement, nécessite la réquisition de stationnements à proximité de l'habitation de son habitation;

**CONSIDERANT** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et riverains de la voie publique, ainsi que celle des intervenants chargés de l'exécution de ce déménagement et de réduire autant que possible les entraves aux circulations provoqués par ce dernier;

**CONSIDERANT** qu'il est dès lors nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules au droit du déménagement à réaliser ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : Délai**

Le présent arrêté est applicable:

**Le 26 avril 2024**

**Rue de la République**

**Le déménagement s'effectuera de 8h00 à 18h00.**

**Article 2 : Restriction ou prescriptions des conditions de circulation et de stationnement**

Les restrictions ou prescriptions des conditions de circulation et de stationnement imposées pour cette intervention sont les suivantes :

**Le stationnement et l'arrêt seront interdits et considérés comme gênants au sens de l'article 417-10 du Code de la route sur chaussée et trottoirs, du côté des numéros pairs et impairs, au droit du n°4 rue de la République sur 5ml, pendant la durée du déménagement, même aux emplacements habituellement réservés à cet usage sauf aux véhicules de l'intervenant.**

Si les caractéristiques géométriques de la chaussée le permettent, la circulation sera réduite au droit du déménagement par l'utilisation d'une signalisation et d'un balisage adéquats et adaptés à l'utilisation environnementale de la voirie.

Si les caractéristiques géométriques de la chaussée ne permettent pas le maintien d'une voie de circulation dans un sens, la circulation pourra s'effectuer avec basculement total de la voie de circulation réglée par alternat au moyen de :

- piquets mobiles K 10 signal, servant à régler manuellement la circulation,
- panneaux B15-C18,
- feux tricolores.

Limitation de vitesse à 30 km/h.

Interdiction de dépasser.

Le déménagement sera rendu visible

La circulation des piétons devra être assurée et sécurisée en toutes circonstances conformément aux dispositions du règlement de la voirie communale.

Pendant la période d'inactivité, notamment la nuit, les jours non ouvrables ou fériés, les riverains pourront être autorisés à circuler et à stationner en se conformant à la réglementation installée.

Quand tous les motifs ayant conduit à l'implanter auront disparu, toute signalisation de danger ou de prescription restée sur place devra être enlevée.

Toute entrave aux dispositions du présent arrêté sera punie conformément aux lois et règlements en vigueur et l'enlèvement des véhicules des contrevenants sera demandé.

**Article 3 : Affichage et signalisation**

L'affichage du présent arrêté sera à la charge du permissionnaire et devra être effectué 8 jours avant le début du déménagement. Son implantation sera vérifiée par les agents de la police municipale, prévenus dès affichage de l'arrêté.

La signalisation de restriction et de déviation sera à la charge du demandeur et sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié, notamment son livre I – 8ème partie – signalisation temporaire.

**Article 4 : Contravention**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5 : Publication**

Le présent arrêté sera publié conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ;

**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commissaire de Police de La Courneuve.
- Le Responsable de la police Municipale
- Direction des Services Techniques

Fait au Bourget, le

16 AVR. 2024

**Le Maire,**

**Jean-Baptiste BORSALI.**



Date de mise en ligne : 22 AVR. 2024